

"Nous voulons devenir leader sur les technologies et les services liés à l'enquête" (Alain Vernadat, Deveryware)

"Notre stratégie est de devenir une entreprise leader sur les technologies et les services liés à l'enquête en particulier, et à la sécurité globale en général", déclare Alain Vernadat, directeur général de Deveryware, dans une interview à AEF info. La société, historiquement spécialisée dans la fourniture de services de géolocalisation aux enquêteurs, souhaite "couvrir des domaines de l'enquête plus importants" et "être un partenaire solide sur tout ce qui concerne la production de la preuve". Depuis l'acquisition de Tracip et OAK Branch, l'entreprise travaille particulièrement sur "l'analyse des métadonnées" et l'automatisation des tâches. Deveryware souhaite également développer la part de ses clients privés. "Beaucoup de technologies issues du monde des enquêtes sont en train d'arriver dans les entreprises", note Alain Vernadat. Il évoque par ailleurs la mise en œuvre de la Pnij.

AEF info : Deveryware est prestataire de services de géolocalisation pour les enquêteurs depuis de nombreuses années. Dans quelle mesure la mise en œuvre de la Pnij (plateforme nationale d'interceptions judiciaires), censée permettre la collecte de données de géolocalisation ([lire sur AEF info](#)), a-t-elle impacté les activités de l'entreprise ?



Alain Vernadat est le directeur général de Deveryware. /
Droits réservés - DR

Alain Vernadat : Pour l'instant, la Pnij n'a pas impacté nos activités puisque son volet géolocalisation n'a pas été mis en œuvre. Néanmoins, nous savons que le dispositif actuel a vocation à être remplacé par une Pnij "nouvelle génération", dont nous attendons l'appel d'offres ([lire sur AEF info](#)).

L'enjeu, pour nous, est d'accompagner la volonté de l'État de passer à un mode de fonctionnement où nous serions fournisseur de technologie logicielle plutôt que fournisseur du service. Il s'agit aussi de continuer à travailler sur le développement de nouvelles fonctions, embarquant de nouvelles technologies (analyse des fadettes – relevés téléphoniques détaillés, etc.).

AEF info : Au cours de la dernière année, Deveryware a racheté les sociétés Tracip, Oak Branch et Resiliency ([lire sur AEF info](#)). Dans quelle dynamique s'inscrivent ces acquisitions ?

Alain Vernadat : Notre stratégie est de devenir une entreprise leader sur les technologies et les services liés à l'enquête en particulier, et à la sécurité globale en général. Deveryware est un acteur de géolocalisation bien connu. Notre volonté est de couvrir des domaines de l'enquête plus importants et d'être un partenaire solide sur tout ce qui concerne la production de la preuve, qu'il s'agisse de la preuve ADN ou numérique dans le forensic avec Tracip, ou de la recherche de preuve dans le renseignement

comme on peut le faire grâce à l'analyse et l'intelligence artificielle avec Oak Branch ([lire sur AEF info](#)). Nous élargissons nos offres.

AEF info : Quelles sont les offres que vous souhaitez développer à destination des entités étatiques ?

Alain Vernadat : Deveryware investit beaucoup sur l'analyse des métadonnées. Au-delà des offres que nos clients connaissent déjà, nous avons démontré lors du salon Milipol ([lire sur AEF info](#)) la synergie qui existe et que l'on peut développer entre nos différents métiers. Nous avons par exemple présenté un outil qui est capable de récupérer, fusionner et analyser l'ensemble des données forensic de téléphones mobiles.

Le deuxième axe fort, c'est l'automatisation. À l'heure actuelle, nos clients sont confrontés à des volumes de données qui explosent. Ils attendent de nous, les industriels, qu'on leur propose des outils qui simplifient leur travail, qui automatisent les tâches qui n'ont pas de valeur ajoutée. Développés en co-construction avec nos utilisateurs, ces outils répondent à leurs besoins spécifiques et leur permettent de libérer du temps pour leurs enquêtes. Nous nous intéressons également à l'analyse de données ouvertes, publiques, disponibles notamment sur les réseaux sociaux, pour le monde judiciaire.

Le "continuum" public-privé évoqué par le ministre de l'Intérieur à Milipol ([lire sur AEF info](#)) correspond notamment à cette vision : il s'agit de voir comment les industriels, par les produits et par les services, vont pouvoir accompagner une transformation de la police où le temps consacré à l'enquête doit être de plus en plus efficace.

AEF info : Quels sont vos objectifs en termes de développement économique ?

Alain Vernadat : Nous avons établi un plan quinquennal au printemps 2019, au moment où le fonds B&Capital nous a [rejoints](#). L'objectif est de doubler la taille de Deveryware d'ici cinq ans. L'entreprise fera environ 30 millions d'euros de chiffre d'affaires cette année, l'enjeu est donc de le porter à 60 millions en 2024, dont 25 à 30 % à l'export.

Nous estimons qu'il faut une présence internationale pour être acteur référent dans nos domaines de sécurité globale. C'est donc pour nous un objectif stratégique. Nous constatons une vraie volonté des pouvoirs publics de montrer le pavillon français dans le domaine de la sécurité à l'étranger.

Cela est particulièrement vrai pour un système industrialisé de géolocalisation en temps réel des mobiles. Car pour rendre cela possible, il faut bien sûr du savoir-faire technologique, mais aussi des dispositions techniques et législatives du ressort des pouvoirs publics. On trouve très peu de systèmes équivalents, y compris dans les pays d'Europe. Il y a donc bien une expertise française en ce domaine.

AEF info : Deveryware est déjà présente en Espagne, au Sénégal, au Canada. Quelle stratégie entendez-vous porter à l'international ?

Alain Vernadat : L'objectif est de constituer un groupe de compétences d'envergure internationale pour servir encore mieux notre client français et porter notre modèle à l'export, avec un catalogue qui permette de justifier notre présence dans les différents pays cibles. Nous avons préparé cette expansion géographique en ouvrant des filiales dans un certain nombre d'endroits, tout récemment en Argentine et au Royaume-Uni. Notre équipe va ainsi pouvoir porter efficacement l'offre du groupe Deveryware.

AEF info : Quel regard portez-vous sur le marché des technologies et des services d'investigation ?

Alain Vernadat : De manière générale, nous observons un déferlement technologique. Milipol en est un très bon exemple. Cela nous renforce dans l'idée que nous avons une carte à jouer. Il y a également une vraie volonté de l'État de soutenir la filière des industries de sécurité ([lire sur AEF info](#)), à laquelle nous participons activement.

Ce qui est particulièrement intéressant, c'est la confrontation de l'évolution des technologies avec l'exemple français en matière de protection des données personnelles. Le législateur se pose des questions, il fait évoluer

ses pratiques. Concernant la géolocalisation, il y a eu trois cadres législatifs différents en moins de dix ans ! Cette dualité entre la technologie et le droit est à mon avis assez unique. On peut être fiers de ce modèle français, qui parle à l'étranger.

AEF info : La DGSJ vient, selon [L'Express](#), de renouveler sa confiance à la société américaine Palantir pour l'analyse de données de masse ([lire sur AEF info](#)). Or des industriels français, dont Deveryware, s'étaient unis au sein d'un cluster pour tenter de proposer une "alternative française" à Palantir ([lire sur AEF info](#)). Comment réagissez-vous ?

Alain Vernadat : Je ne crois pas qu'il y ait d'antagonisme entre ces deux faits. Un client a renouvelé un contrat avec une entreprise pour continuer à utiliser un outil. Cela me paraît normal. Je crois néanmoins que l'État français reste, dans ces domaines régaliens, à la recherche de logiciels souverains. Il existe donc des initiatives, dont nous faisons partie, pour faire des propositions dans ce sens.

Quand on parle de la souveraineté, on parle essentiellement de la détention des données et de la capacité du client à opérer de manière indépendante. Notre souhait, chez Deveryware, c'est de continuer à travailler à des propositions où c'est bien le client, l'État, qui peut en avoir la maîtrise totale.

AEF info : Deveryware est particulièrement connue pour ses clients étatiques. Avez-vous des clients privés ? Quelles sont les solutions que vous leur proposez ?

Alain Vernadat : Nous nous sommes fixés pour mission de servir les États, les entreprises et les individus. La protection des entreprises fait donc partie de notre cible. Il est vrai qu'aujourd'hui nous avons de nombreuses références avec le client État, mais nous travaillons avec beaucoup de grands groupes, d'entreprises du CAC 40, de sociétés de transport, aussi bien en France qu'à l'étranger. Que font-ils avec nos produits ? Ils font essentiellement du tracking sécuritaire pour des véhicules, des gens, des marchandises, dans le but de les protéger. Ils sont aussi de plus en plus demandeurs d'outils forensic.

La part de nos clients en entreprises a vocation à se développer. Nous souhaitons avoir 30 à 50 % de clients non publics d'ici cinq ans, contre 20-25 % actuellement.

Beaucoup de technologies issues du monde des enquêtes sont en train d'arriver dans les entreprises pour des raisons essentiellement liées à la fraude. Il faut bien sûr les adapter, car ce n'est pas exactement les mêmes cadres d'usage. Tracip, qui est une société connue pour servir essentiellement les enquêteurs, fournit beaucoup les entreprises du CAC 40 sur des offres cyber ou sur des enquêtes internes lorsqu'il y a des problèmes de malversation ou de fraude.

LE SAIP "MANQUE" AUJOURD'HUI

Dans l'entretien accordé à AEF info, Alain Vernadat revient également sur le développement puis l'abandon de l'application Saip (système d'alerte et d'information des populations) ([lire sur AEF info](#)). "Pour nous, ça a commencé comme une aventure formidable", se souvient-il. "Nous avons répondu à un cahier des charges en mars 2016 pour faire une application pour l'Euro de football en juin 2016 ([lire sur AEF info](#)). Ce qu'on a pu faire en quelques mois pour un système d'alerte d'envergure, il n'y a pas beaucoup de boîtes au monde qui auraient été capables de le faire !" Le directeur général de Deveryware souligne que l'entreprise a su "trouver des technologies qui n'existaient pas" de manière à "envoyer des informations géolocalisées sur les téléphones sans géolocaliser les personnes".

Lors de l'envoi de la première alerte, sur l'attentat à Nice, le 14 juillet 2016, "il y a eu un accident technique", reconnaît Alain Vernadat ([lire sur AEF info](#)). "Cela a beaucoup nui à l'image du système", mais "le client nous a resignifié sa confiance et nous a commandé une nouvelle version", rappelle-t-il. Pour le dirigeant, "ce qui a tué le Saip, c'est que la maîtrise d'un outil d'alerte et géolocalisé n'était pas en place".

"Nous pensons que ce produit était très en avance et qu'il aura son heure de gloire", poursuit le directeur général de Deveryware. S'il a peu d'espoir que la France opte à nouveau pour cet outil dans un futur proche, Alain Vernadat estime que l'application Saip "manque" lors d'attaques terroristes. "Lorsqu'on veut envoyer des alertes de façon graduée, très anxiogènes mais très utiles très près du problème, et de moins en moins anxiogènes à mesure qu'on s'en écarte, il n'y a aucun moyen de le faire." Depuis l'abandon de l'application, les alertes sont notamment diffusées sur les réseaux sociaux, dans les médias, et via les panneaux d'information des sociétés de transport ou d'autoroutes ([lire sur AEF info](#)).

AEF info - Groupe de presse professionnelle numérique - www.aefinfo.fr
137, rue de l'Université 75007 Paris - 01 83 97 46 50

Toute reproduction ou transmission de cette dépêche est strictement interdite, sauf accord formel de l'agence de presse
AEF info